

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022

BILAN ACTIF (en milliers de dirhams)		
ACTIF	31/12/2022	31/12/2021
Actif Non Courant	1 580 126	1 516 377
Écart d'Acquisition	3 401	5 101
Immobilisations en non valeur	-	-
Immobilisations Incorporelles	15 508	14 941
Immobilisations Corporelles	1 545 901	1 482 942
Immobilisations Financières	15 149	13 289
Titres mis en équivalence	-	-
Impôts Différés Actif	168	105
Actif Courant	1 110 148	790 211
Stocks et Encours	313 386	218 227
Clients et Comptes Rattachés	458 431	311 359
Autres Créances et Comptes de Régularisation	220 485	161 032
Valeurs Mobilières de Placement	58	58
Disponibilités	117 788	99 535
TOTAL DE L'ACTIF	2 690 275	2 306 588

BILAN PASSIF (en milliers de dirhams)		
PASSIF	31/12/2022	31/12/2021
Capitaux Propres Part du Groupe	673 334	631 178
Capital	198 000	198 000
Prime d'émission	166 980	166 980
Réserves	247 400	225 533
Résultat net de l'exercice	60 891	40 839
Écart de conversion	64	-174
Intérêts Minoritaires	14 855	15 188
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	688 189	646 366
Passif Non Courant	868 511	913 865
Emprunts et Dettes Financières	831 077	855 396
Impôts Différés Passif	36 712	47 175
Provisions durables pour risques et charges	721	11 294
Passif Courant	1 133 574	746 357
Fournisseurs et Comptes Rattachés	343 060	170 197
Autres Dettes et Comptes de Régularisation	351 602	253 158
Autres provisions pour risques et charges	11 450	9 204
Écarts de conversion - Passif	-	-12
Trésorerie - Passif	427 463	313 810
TOTAL DU PASSIF	2 690 275	2 306 588

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES)		
(en milliers de dirhams)	31/12/2022	31/12/2021
PRODUITS D'EXPLOITATION	2 201 023	1 741 810
Chiffre d'affaires	2 195 729	1 734 376
Autres produits d'exploitation	5 294	7 433
CHARGES D'EXPLOITATION	2 084 266	1 620 436
Achats consommés	833 521	566 999
Charges externes	574 196	454 847
Impôts et taxes	201 430	166 152
Charges de personnel	266 351	224 736
Autres charges d'exploitation	6 214	1 858
Dotations d'exploitation	202 553	205 845
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	116 758	121 373
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	-41 862	-44 927
RÉSULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTÉGRÉES	74 896	76 446
CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS	2 539	-11 081
Impôts sur les résultats	24 440	17 485
Impôts sur les résultats différés	-10 532	1 144
RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES INTÉGRÉES	63 526	46 736
Quote part des résultats des entreprises mises en équivalence	-	-100
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	1 700	1 700
Reprises sur écarts d'acquisition négatif	-	-
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	61 826	44 936
INTÉRÊTS MINORITAIRES	935	4 097
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	60 891	40 839
Résultat par action en DH	30,75	20,63

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE		
(en milliers de dirhams)	31/12/2022	31/12/2021
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net des sociétés consolidées	61 826	44 936
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité	-	-
- Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises	194 550	188 149
- Variation des impôts différés	-	-
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	-1 098	-470
- Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	-	100
Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées	255 278	232 715
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-	-
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-49 218	92 682
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	206 060	325 397
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	-260 528	-148 158
Cession d'immobilisations	1 187	627
Incidence des variations de périmètre	-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-259 341	-147 531
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires	-25 498	-1 255
Émission de prêts nets des remboursements	1 861	90
Subvention d'investissement	5 838	263
Augmentation de capital en numéraire	-	-
Émissions d'emprunts nets des remboursements	-24 319	-9 643
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-42 119	-10 545
Incidence des variations des monnaies étrangères	-	-
Variation de trésorerie nette	-95 400	167 322
Trésorerie nette d'ouverture	-214 276	-381 597
Trésorerie nette de clôture	-309 675	-214 276

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES							
(en milliers de dirhams)	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat consolidé PG	Intérêts minoritaires	Écart de conversion	Total CAPITAUX PROPRES
Capitaux propres consolidés au 31/12/2021	198 000	166 980	225 533	40 839	15 188	-174	646 366
Affectation du résultat 2021	-	-	40 839	-40 839	-	-	0
Distribution par la société consolidante	-	-	-23 760	-	-	-	-23 760
Distributions versées aux minoritaires	-	-	-	-	-1 738	-	-1 738
Variation de périmètre	-	-	3 135	-	-	-	3 135
Résultat consolidé 2022	-	-	-	60 891	935	-	61 826
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	0
Écart de conversion	-	-	-	-	-	238	238
Autres éléments	-	-	1 653	-	470	-	2 123
Capitaux propres consolidés au 31/12/2022	198 000	166 980	247 400	60 891	14 855	64	688 190

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022

NOTE 1 : DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

Les Eaux Minérales d'Oulmès S.A. (LEMO), société anonyme au capital social de 198.000.000 de Dirhams, a été créée le 7 mars 1934 sous la dénomination « Compagnie Fermière des Eaux Minérales d'Oulmès-État » et dont le siège social est établi dans la zone industrielle de BOUSKOURA à Casablanca. Les Eaux Minérales d'Oulmès fait partie du groupe HOLMARCOM.

Les domaines d'activité des Eaux minérales d'Oulmès couvrent le captage, la production, la mise en bouteille et la commercialisation d'eaux minérales naturelles plates (Sidi Ali et Ain Atlas) et gazeuses (Oulmès), la fabrication de préformes, ainsi que la mise en bouteille et la commercialisation d'eau de table (Bahia).

LEMO est présent également à l'international via sa filiale ETE opérant au Bénin.

NOTE 2 : RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

A-PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés ont été établis en application de l'avis n°5 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) du 26 mai 2005 et conformément aux dispositions de l'Annexe III.2.A. de la circulaire de l'AMMC qui fixe le contenu de l'information proforma et l'Annexe III.2.I. portant sur les États de synthèse semestriels.

B-MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les méthodes de consolidation appliquées dépendent du type de contrôle liant l'entreprise concernée à la maison-mère :

- Intégration globale (IG) :

Cette méthode est appliquée lorsque le Groupe détient un contrôle exclusif sur sa filiale. Le contrôle exclusif est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. La méthode de l'intégration globale permet de répartir le résultat et les capitaux propres entre les intérêts du Groupe et les intérêts hors Groupe (intérêts minoritaires).

- Intégration proportionnelle (IP) :

Cette méthode s'applique aux entreprises soumises au contrôle conjoint. Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'actionnaires, de sorte que les politiques financières et opérationnelles résultent de leur accord. La méthode de l'intégration proportionnelle consiste à intégrer uniquement les pourcentages d'actifs, de passifs, de charges et de produits revenant aux seuls intérêts du Groupe.

- Mise en équivalence (MEE) :

Cette méthode s'applique aux entreprises sur lesquelles le Groupe a une influence notable. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une entreprise sans en détenir le contrôle. La méthode de la mise en équivalence consiste à valoriser les titres de participation de l'entreprise consolidée en fonction des capitaux propres de celle-ci, la quote-part de résultat de la filiale étant prise en compte dans le résultat consolidé.

C-PÉRIMÈTRE ET RÈGLES DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation comprend la société mère Les Eaux Minérales d'Oulmès et ses filiales :

Entité	Activité	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt
Eau Technologie Environnement « ETE »	Captage, exploitation, industrie et commerce de toutes sortes de boissons	Intégration globale	55%	55%
OULMES DRINKS DEVELOPMENT « ODD »	Extraire, fabriquer, importer, exporter, embouteiller, promouvoir et distribuer tout type de boissons	Intégration globale	100%	100%
ORANGINA MAROC	Promotion et distribution de tout type de boissons appartenant au groupe Suntory Food & Beverages	Mise en équivalence	34%	34%

E- DATE DE CLÔTURE DES EXERCICES

Eau Technologie Environnement, société de droit béninois, détenue par Les Eaux Minérales d'Oulmès dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie de développement en Afrique et plus particulièrement l'Afrique Sub-saharienne. Les comptes sociaux de la société ETE ont fait l'objet d'un audit d'un commissaire aux comptes pour les exercices 2017-2022 ayant servi de base aux travaux de consolidation.

ODD

Oulmes Drinks Development, société créée au mois d'avril 2016 et détenue à 100% par les Eaux Minérales d'Oulmès, avec un capital de MMAD 30. La société a pour activité la fabrication et la distribution de tout type de boissons. Elle devrait constituer le fournisseur exclusif d'Orangina Maroc.

OM

Orangina Maroc, détenue par les Eaux Minérales d'Oulmès à hauteur de 34% depuis avril 2016. Elle a essentiellement pour objet le commerce, la promotion et la distribution de tout type de boissons appartenant au groupe Suntory Food and Beverages. Il est à noter qu'Orangina Maroc n'a pas été consolidée au titre de l'exercice 2022 car elle est en cours de liquidation.

D-CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES FILIALES ÉTRANGÈRES

La monnaie fonctionnelle d'une entité est la monnaie de l'environnement économique dans lequel cette entité opère principalement. Le Dirham est la monnaie de fonctionnement du Groupe. Ainsi, les comptes des filiales installées à l'étranger ont été convertis en MAD la monnaie de présentation.

E- DATE DE CLÔTURE DES EXERCICES

Les résultats des sociétés consolidées correspondent à une période de 12 mois se terminant le 31 décembre de chaque année.

Toutes les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation du Groupe ont établi des comptes arrêtés au 31 décembre 2022.

F-COMPTES ET OPÉRATIONS RÉCIPROQUES

Toutes les transactions intragroupes, ainsi que les actifs et passifs réciproques entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les soldes bilanciaux, les produits et les charges résultant des transactions intragroupes sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

G-RETRAITEMENTS DE CONSOLIDATION

- Immobilisations en non-valeurs

Les immobilisations en non-valeurs, constituées des frais préliminaires et des charges à répartir, sont annulées en consolidation, ces immobilisations constituent des charges de l'exercice au cours duquel elles ont été engagées, au même titre leurs amortissements sont annulés.

- Écarts de conversion

Les gains de change latents, comptabilisés en écarts de conversion passif dans le bilan devraient être enregistrés au compte de produits et charges au cours de la période à laquelle ils se rapportent. Aussi, les écarts de conversion actifs ont été annulés en contrepartie de la provision pour risques et charges correspondante.

- Immobilisations acquises par crédit-bail

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de crédit-bail devraient être comptabilisés au bilan sous forme d'une immobilisation corporelle et d'un emprunt correspondant, au compte de produits et charges, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière.

- Écart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part du Groupe dans leur actif net à la date des prises de participations après comptabilisation des éventuelles plus ou moins-values latentes sur actifs identifiables. Lorsqu'ils sont positifs, ces écarts sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « écarts d'acquisition » et amortis sur une durée qui doit refléter aussi raisonnablement que possible les hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition. Cependant, lorsque ces écarts sont négatifs, ces derniers sont inscrits en provision pour risques et charges et repris sur une durée qui doit refléter aussi raisonnablement que possible les mêmes hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition.

Les comptes consolidés du Groupe comprennent un écart d'acquisition suite à l'entrée en périmètre de la filiale ETE, amorti sur une durée de 10 ans.

- Impôts différés

Les impositions différées résultent de la neutralisation des différences temporaires introduites par les règles fiscales et les retraitements d'homogénéisation qui ont une incidence sur la base taxable. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé.

- Homogénéisation des durées d'amortissement des immobilisations corporelles :

Le retraitement d'homogénéisation des durées d'amortissement des immobilisations corporelles consiste à harmoniser la durée d'amortissement de ces dites immobilisations en fixant une durée économique au lieu d'une durée admise fiscalement.

H- RÈGLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Les règles d'évaluation présidant à l'établissement des comptes consolidés sont les mêmes que celles appliquées pour les comptes annuels individuels et édictées par le Code Général de la Normalisation Comptable (C.G.N.C.).

Les principales méthodes d'évaluation utilisées sont les suivantes :

- Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production. Elles sont constituées essentiellement des brevets, licences, logiciels et droits similaires correspondant à des dépenses faites pour l'obtention de l'avantage représenté par la protection accordée au bénéficiaire du droit d'utilisation. La durée d'amortissement de ces immobilisations s'étale sur 5 ans.

- Immobilisations corporelles

À leur entrée dans le patrimoine de la société, les immobilisations corporelles acquises à titre onéreux sont enregistrées à leur coût d'acquisition, celles produites par l'entreprise pour elle-même, à leur coût de production. Ces coûts s'entendent hors TVA récupérable. L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé sur la valeur d'origine du bien dans la limite des taux indiqués par l'administration fiscale et admis par l'usage de la profession.

- Stock

Les stocks des matières premières sont évalués au coût d'achat et suivant la méthode du coût moyen pondéré.

RAPPORT D'AUDIT SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022



Building a better
working world

37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de la société
Les Eaux Minérales d'Oulmès
Quartier industriel Bouskoura
Casablanca

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société LES EAUX MINÉRALES D'OULMÈS et de ses filiales (Groupe LES EAUX MINÉRALES D'OULMÈS), qui comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2022, ainsi que le compte de produits et charges consolidé, l'état consolidé des variations des capitaux propres, le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 688.189 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 61.826.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du groupe au 31 décembre 2022, ainsi que du résultat de l'ensemble consolidé pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 29 mars 2023

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG
Hicham DIOURI
Associé

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca
Tél : 05 22 54 82 00 - Fax : 05 22 29 68 70
Faïçal MEKOUAR
Associé

1. Provision pour dépréciation des créances clients

Risque identifié	Notre réponse
Au 31 décembre 2022, la valeur des créances clients nettes de provisions s'élève à 458,4 millions de dirhams. La détermination des créances à déprécier requiert l'exercice du jugement de la direction sur la base d'une analyse continue de l'évolution du risque client. Compte tenu du caractère significatif du poste au regard du bilan du groupe, du jugement nécessaire à l'estimation des créances à déprécier, et de la conjoncture de crise actuelle, nous avons considéré que ce sujet constitue un point clé de l'audit.	Nos travaux ont notamment consisté à : <ul style="list-style-type: none">Prendre connaissance des procédures d'identification des créances clients à déprécier et de détermination du montant des dépréciations à constater ;Tester le fonctionnement des contrôles dans le cadre des procédures mises en œuvre pour déterminer le niveau des dépréciations des créances clients ;Apprécier le caractère raisonnable des hypothèses retenues par la Direction pour évaluer les dépréciations à constater ;Examiner la correcte évaluation des dépréciations à constater selon la méthode de provisionnement du Groupe.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

ÉTATS FINANCIERS SOCIAUX

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022

BILAN ACTIF

	31-déc-22			31-déc-21
	Brut	Amortissement	Net	Net
(Montants en dhs)				
Immobilisations en non valeur (A)	63 897 992	38 233 719	25 664 272	29 824 205
Frais préliminaires				
Charges à répartir	63 897 992	38 233 719	25 664 272	29 824 205
Primes de remboursement des obligations				
Immobilisations incorporelles (B)	36 280 270	21 017 756	15 262 514	14 891 095
Immobilisations en recherche et développement				
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	36 280 270	21 017 756	15 262 514	14 891 095
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles (C)	3 342 903 470	2 082 680 202	1 260 223 269	1 196 484 038
Terrains	48 325 324		48 325 324	48 325 324
Constructions	616 068 457	295 906 308	320 162 149	339 079 172
Installations techniques, matériel et outillage	2 303 011 842	1 715 858 786	587 153 057	652 617 849
Matériel de transport	12 896 896	11 382 942	1 513 954	1 990 675
Mobilier de bureau, aménagements divers	77 880 641	59 532 165	18 348 476	20 506 022
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours	284 720 310		284 720 310	133 964 996
Immobilisations financières (D)	100 929 173	15 779 800	85 149 373	94 882 384
Prêts immobilisés	27 197 450		27 197 450	38 451 852
Autres créances financières	3 603 988		3 603 988	3 349 428
Titres de participation	70 127 735	15 779 800	54 347 935	53 081 104
Autres titres immobilisés				
Écart de conversion - Actif (E)	-	-	-	-
Diminution des créances immobilisées				
Augmentation des dettes financières				
TOTAL I (A+B+C+D+E)	3 544 010 905	2 157 711 477	1 386 299 428	1 336 081 722
Stocks (F)	294 390 721	5 569 532	288 821 189	198 228 122
Marchandises	9 881 259		9 881 259	10 663 323
Matières et fournitures consommables	264 868 074	5 569 532	259 298 542	171 429 184
Produits en cours				
Produits intermédiaires et résiduels				
Produits finis	19 641 388		19 641 388	16 135 615
Créances de l'actif circulant (G)	750 508 142	84 929 095	665 579 047	462 307 305
Fournisseurs débiteurs, avances & acomptes	77 312 025		77 312 025	52 690 744
Clients et comptes rattachés	533 100 964	75 439 802	457 661 162	310 717 326
Personnel	2 260 940		2 260 940	3 532 520
État	82 169 339		82 169 339	45 330 118
Comptes d'associés	17 993 688		17 993 688	13 697 656
Autres débiteurs	18 087 707	9 489 294	8 598 413	32 796 834
Comptes de régularisation - Actif	19 583 479		19 583 479	3 542 107
Titres et valeurs de placement (H)	58 000		58 000	58 000
Écarts de conversion - Actif (I)	2 093 502		2 093 502	666 179
TOTAL II (F+G+H+I)	1 047 050 365	90 498 627	956 551 737	661 259 606
Chèques et valeurs à encaisser	46 363 917		46 363 917	39 661 428
Banques, T G et C C P	59 565 204		59 565 204	39 503 040
Caisses, Régies d'avances et accreditifs	1 783 173		1 783 173	1 283 526
TOTAL III	107 712 294		107 712 294	80 447 994
TOTAL GÉNÉRAL	4 698 773 564	2 248 210 104	2 450 563 460	2 077 789 322

BILAN PASSIF

	31-déc-22		31-déc-21
	(Montants en dhs)		
Fonds propres			
Capital social ou personnel (1)	198 000 000		198 000 000
Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé			
Capital appelé dont versé			
Primes d'émission, de fusion, d'apport	166 980 000		166 980 000
Écarts de réévaluation			
Réserve légale	19 800 000		19 800 000
Autres réserves	37 687 000		37 687 000
Report à nouveau (2)	96 907 367		80 389 669
Résultats nets en instance d'affectation (2)			
Résultat net de l'exercice (2)	54 188 137		40 277 698
Total des capitaux propres (A)	573 562 504		543 134 367
Capitaux propres assimilés (B)	5 451 955		-
Subventions d'investissement	5 451 955		-
Provisions réglementées			
Dettes de financement (C)	801 478 526		833 612 058
Emprunts obligataires	300 000 000		420 000 000
Autres dettes de financement	501 478 526		413 612 058
Provisions durables pour risques et charges (D)	-		-
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
Écart de conversion - Passif (E)	-		-
Augmentation de créances immobilisées			
Diminution des dettes de financement			
TOTAL I (A + B + C + D + E)	1 380 492 985		1 376 746 425
Dettes du passif circulant (F)	663 744 613		401 180 983
Fournisseurs et comptes rattachés	330 197 091		159 476 547
Clients créditeurs, avances et acomptes	13 468 816		12 485 242
Personnel	18 178 149		4 188 834
Organismes sociaux	16 227 676		14 002 204
État	271 820 722		201 194 194
Comptes d'associés	1 698 949		1 699 000
Autres créanciers			
Comptes de régularisation - Passif	12 153 211		8 134 962
Autres provisions pour risques et charges (G)	9 538 330		15 645 709
Écarts de conversion - Passif (éléments circulants) (H)	2 482 626		79 626
TOTAL II (F + G + H)	675 765 569		416 906 318
Trésorerie - Passif			
Crédits d'escompte	59 453 813		216 691 893
Crédits de trésorerie	317 769 495		67 444 685
Banques de régularisation	17 081 598		284 136 579
TOTAL III	394 304 906		284 136 579
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	2 450 563 460		2 077 789 322

(1) Capital personnel débiteur
(2) Bénéficiaire (+), déficitaire (-)

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (Hors Taxes)

	(Montants en dhs)		Exercice du 1 janvier 2022 au 31 décembre 2022	
	NATURE	OPÉRATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
		Propres à l'exercice (1)	Concernant les exercices précédents (2)	
I Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises (en l'état)	62 744 467		62 744 467	47 124 089
Ventes de biens et services produits	2 083 406 116		2 083 406 116	1 631 700 894
Chiffre d'affaires	2 146 150 583		2 146 150 583	1 678 824 982
Variation de stocks de produits (+ ou -) (1)	3 505 773		3 505 773	-2 158 976
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				3 793 276
Subventions d'exploitation				-
Autres produits d'exploitation				-
Reprises d'exploitation : transferts de charges	1 052 587		1 052 587	585 719
TOTAL I	2 150 708 943		2 150 708 943	1 681 045 002
II Charges d'exploitation				
Achats revendus (2) de marchandises	69 964 769		69 964 769	52 557 688
Achats consommés (2) de matières et fournitures	774 088 172		774 088 172	517 340 508
Autres charges externes	555 730 801	451 940	556 182 741	432 555 943
Impôts et taxes	193 438 189		193 438 189	156 717 702
Charges de personnel	255 329 406		255 329 406	214 836 440
Autres charges d'exploitation	1 700 004		1 700 004	-
Dotations d'exploitation	187 990 986		187 990 986	200 287 461
TOTAL II	2 038 242 327	451 940	2 038 694 267	1 574 295 742
III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			112 014 677	106 749 260
IV Produits financiers				
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	2 123 841		2 123 841	1 650 568
Gains de change	1 850 715		1 850 715	391 022
Intérêts et autres produits financiers	1 685 307		1 685 307	2 497 920
Reprises financières : transferts de charges	666 179		666 179	271 009
TOTAL IV	6 326 042		6 326 042	4 810 520
V Charges financières				
Charges d'intérêts	38 994 693		38 994 693	42 351 276
Pertes de change	3 393 937		3 393 937	1 203 728
Autres charges financières				-
Dotations financières	2 093 502		2 093 502	2 666 179
TOTAL V	44 482 132		44 482 132	46 221 183
VI RÉSULTAT FINANCIER (IV - V)			-38 156 090	-41 410 664
VII RÉSULTAT COURANT (III + VI)			73 858 587	65 338 596
VIII Produits non courants				
Produits de cessions d'immobilisations	1 119 472		1 119 472	626 949
Subvention d'équilibre				-
Reprises sur subventions d'investissement				-
Autres produits non courants	5 947 507		5 947 507	2 128 433
Reprises non courantes : transferts de charges				462 193
TOTAL VIII	7 066 980		7 066 980	3 217 575
IX Charges non courantes				
Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées	21 220		21 220	156 906
Subventions accordées				-
Autres charges non courantes	3 974 653		3 974 653	14 427 422
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	510 394		510 394	-
TOTAL IX	4 506 268		4 506 268	14 584 328
X RÉSULTAT NON COURANT (VIII - IX)			2 560 712	-11 366 753
XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII + ou - X)			76 419 299	53 971 843
XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS			22 231 162	13 694 145
XIII RÉSULTAT NET (XI - XII)			54 188 137	40 277 698
XIV TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)			2 164 101 965	1 689 073 096
XV TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)			2 109 913 828	1 648 795 398
XVI RÉSULTAT NET (total produits - total charges)			54 188 137	40 277 698

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION (E S G)

I TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS (T F R)		Exercice du 1 janvier 2022 au 31 décembre 2022	
(Montants en dhs)		EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
1	Ventes de marchandises (en l'état)	62 744 467	47 124 089
2	- Achats revendus de marchandises	69 964 769	52 557 688
I	= MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ÉTAT	-7 220 302	-5 433 599
	+ PRODUCTION DE L'EXERCICE : (3 + 4 + 5)	2 086 911 889	1 633 335 194
3	Ventes de biens et services produits	2 083 406 116	1 631 700 894
4	Variation de stocks de produits	3 505 773	-2 158 976
5	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	-	3 793 276
	- CONSOMMATION DE L'EXERCICE : (6 + 7)	1 330 270 913	949 896 451
6	Achats consommés de matières et fournitures	774 088 172	517 340 508
7	Autres charges externes	556 182 741	432 555 943
IV	= VALEUR AJOUTÉE : (I + II + III)	749 420 675	678 005 143
8	+ Subventions d'exploitation	-	-
V	- Impôts et taxes	193 438 189	156 717 702
9	- Charges de personnel	255 329 406	214 836 440
10	-	-	-
	= EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (E B E)	300 653 079	306 451 002
	= OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (I B E)	-	-
11	+ Autres produits d'exploitation	-	-
12	- Autres charges d'exploitation	1 700 004	-
13	+ Reprises d'exploitation : transferts de charges	1 052 587	585 719
14	- Dotations d'exploitation	187 990 986	200 287 461
VI	= RÉSULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	112 014 677	106 749 260
VII	RÉSULTAT FINANCIER	-38 156 090	-41 410 664
VIII	= RÉSULTAT COURANT (+ ou -)	73 858 587	65 338 596
IX	RÉSULTAT NON COURANT	2 560 712	-11 366 753
15	- Impôts sur les résultats	22 231 162	13 694 145
X	= RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	54 188 137	40 277 698
II CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C A F) - AUTOFINANCEMENT			
	Résultat de l'exercice		
1	* Bénéfice	54 188 137	40 277 698
	* Perte		
2	+ Dotations d'exploitation (1)	180 431 39	

ÉTATS FINANCIERS SOCIAUX

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022



TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

I Synthèse des masses du bilan					
(Montants en dhs)					
MASSES		Exercice (a)	Exercice précédent (b)	Exercice du 1 janvier 2022 au 31 décembre 2022	
				Variation (a-b)	
				Emplois (c)	Ressources (d)
1	Financement permanent	1 380 492 985	1 376 746 425		3 746 559
2	Moins actif immobilisé	1 386 299 428	1 336 081 722	50 217 706	
3	= Fonds de roulement fonctionnel (1-2)	-5 806 444	40 664 704	46 471 147	
4	Actif circulant	956 551 737	661 259 606	295 292 131	
5	Moins passif circulant	675 765 569	416 906 318		258 859 252
6	= Besoins de financement global (4-5)	280 786 168	244 353 288	36 432 880	
7	= Trésorerie nette (actif-passif) (A - B)	-286 592 612	-203 688 585		82 904 027
II Emplois et Ressources					
		EXERCICE		EXERCICE PRÉCÉDENT	
		EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
AUTOFINANCEMENT (A)					
	Capacité d'autofinancement	-	209 761 275	-	223 665 376
	- Distribution de bénéfices	-	233 521 275	-	223 665 376
CESSIONS ET RÉDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)					
	Cession d'immobilisations incorporelles	-	12 119 314	-	11 411 481
	Cession d'immobilisations corporelles	-	1 119 472	-	626 949
	Cession d'immobilisations financières	-	-	-	-
	Récupérations sur créances immobilisées	-	10 999 841	-	10 784 532
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (C)					
	Augmentations de capital, apports	-	5 451 955	-	-
	Subventions d'investissement	-	-	-	-
AUGMENTATIONS DES DETTES DE FINANCEMENT (D)					
		-	260 000 000	-	200 000 000
I. TOTAL DES RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)			487 332 543		435 076 857
EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)					
	Acquisition d'immobilisations incorporelles	233 794 681	-	141 696 290	-
	Acquisition d'immobilisations corporelles	1 603 342	-	2 207 116	-
	Acquisition d'immobilisations financières	230 924 507	-	139 489 174	-
	Augmentation des créances immobilisées	1 266 831	-	-	-
REMBOURSEMENTS DES CAPITAUX PROPRES (F)					
		-	-	-	-
REMBOURSEMENTS DES DETTES DE FINANCEMENT (G)					
		292 133 532	-	206 387 942	-
EMPLOIS EN NON VALEURS (H)					
		7 875 477	-	7 862 965	-
II. TOTAL - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)		533 803 690		355 947 196	
III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (BFG)		36 432 880			89 803 447
IV. VARIATION DE LA TRÉSORERIE			82 904 027		168 933 108
TOTAL GÉNÉRAL		570 236 570	570 236 570	524 880 304	524 880 304

ÉTAT DES DÉROGATIONS

Exercice Clos au 31 décembre 2022		
INDICATION DES DÉROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DÉROGATIONS	INFLUENCE DES DÉROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
I Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NÉANT	NÉANT
II Dérogations aux méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT
III Dérogations aux règles d'établissement des états de synthèse	NÉANT	NÉANT

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES

Exercice Clos au 31 décembre 2022		
NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
"I. Changements affectant les méthodes d'évaluation"	NÉANT	NÉANT
"II. Changements affectant les règles de présentation"	NÉANT	NÉANT

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIÈRES

Exercice Clos au 31 décembre 2022								
(Montants en dhs)								
NATURE	MONTANT BRUT DÉBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	Virement	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	115 210 445	7 875 477	-	2 048 787	-	61 236 718	-	63 897 992
* Frais préliminaires	-	-	-	-	-	-	-	-
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	115 210 445	7 875 477	-	2 048 787	-	61 236 718	-	63 897 992
* Primes de remboursement obligations	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	33 268 691	1 603 342	-	1 408 237	-	-	-	36 280 270
* Immobilisation en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	33 268 691	1 603 342	-	1 408 237	-	-	-	36 280 270
* Fonds commercial	-	-	-	-	-	-	-	-
* Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 121 056 855	230 924 507	-	10 009 653	5 620 869	-	13 466 677	3 342 903 470
* Terrains	48 325 324	-	-	-	-	-	-	48 325 324
* Constructions	609 004 416	6 143 654	-	920 386	-	-	-	616 068 457
* Installations techniques, matériel et outillage	2 242 331 497	57 979 955	-	8 251 164	5 550 774	-	-	2 303 011 842
* Matériel de transport	12 681 465	285 525	-	-	70 095	-	-	12 896 896
* Mobilier, matériel de bureau et aménagements	74 749 156	2 293 381	-	838 104	-	-	-	77 880 641
* Autres immobilisations corporelles Informatiques	-	-	-	-	-	-	-	-
* Immobilisations corporelles en cours	133 964 996	164 221 991	-	-	-	-	13 466 677	284 720 310

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

Exercice Clos au 31 décembre 2022									
(Montants en dhs)									
Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital en % 3	Prix d'acquisition global 4	Valeur Comptable Nette 5	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C P C de l'exercice 9
						Date de clôture 6	Situation nette 7	Résultat net 8	
Eau Technologie Environnement "ETE"	Captage, exploitation, industrie et commerce de toutes sortes de boissons	5 438 400	55%	22 762 339	22 762 339	31/12/2022	32 507 116	1 779 583	2 123 841
OULMES DRINKS DEVELOPMENT "ODD"	Extraire fabriquer importer et exporter embouteiller promouvoir et distribuer tout type de boissons	30 000 000	100%	30 000 000	21 700 000	31/12/2022	7 211 852	1 104 903	-
ORANGINA MAROC	Promotion et distribution de tout type de boissons appartenant au groupe Suntory Food and Beverages	22 000 000	34%	7 479 800	-	31/12/2022	-31 894 173	-675 480	-
SÉNÉGAL WATER & BEVERAGES COMPANY SA	Extraire fabriquer importer et exporter embouteiller promouvoir et distribuer tout type de boissons	3 107 105	100%	3 107 105	3 107 105	31/12/2022	1 919 602	-319 745	-
SOCIÉTÉ AFRICAINE DES BOISSONS ET EAUX MINÉRALES "SABEM"	Extraire fabriquer importer et exporter embouteiller promouvoir et distribuer tout type de boissons	12 570 817	54%	6 778 491	6 778 491	31/12/2022	12 570 817	-	-
TOTAL		73 116 322	-	70 127 735	54 347 935	-	22 315 214	1 889 262	-

ÉTATS FINANCIERS SOCIAUX

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022

TABLEAU DES PROVISIONS

(Montants en dhs)		Exercice Clos au 31 décembre 2022						
Nature	Montant début d'exercice	Dotations			Reprises			Montant fin d'exercice
		d'exploitation	financières	non courantes	d'exploitation	financières	non courantes	
1 Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	15 779 800			-	-	-	-	15 779 800
2 Provisions réglementées								
3 Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)	15 779 800			-	-	-	-	15 779 800
4 Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie) (Clients et stocks)	84 289 523	7 261 692			1 052 587			90 498 627
5 Autres provisions pour risques et charges (Écarts de conversion)	15 645 709	297 904	2 093 502	510 394	8 343 000	666 179		9 538 330
6 Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS TOTAL (B)	99 935 231	7 559 596	2 093 502	510 394	9 395 587	666 179	-	100 036 957
TOTAL (A + B)	115 715 031	7 559 596	2 093 502	510 394	9 395 587	666 179	-	115 816 757

TABLEAU DES CRÉANCES

(Montants en dhs)		Exercice Clos au 31 décembre 2022						
CRÉANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE			AUTRE ANALYSE			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'État et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	30 801 438	19 043 612	11 757 826	-	-	-	27 197 450	-
* Prêts immobilisés	27 197 450	15 439 624	11 757 826				27 197 450	
* Autres créances financières	3 603 988	3 603 988						
DE L'ACTIF CIRCULANT	750 508 142	-	578 813 095	171 695 047	92 586 673	82 169 339	58 963 056	137 550 765
* Fournisseurs débiteurs	77 312 025		77 312 025		54 271 244		5 000 000	
* Clients et comptes rattachés	533 100 964		375 621 372	157 479 592	12 065 490		12 482 045	137 550 765
* Personnel	2 260 940		2 260 940					
* État	82 169 339		82 169 339			82 169 339		
* Comptes d'associés	17 993 688		17 993 688		11 593 688		17 993 688	
* Autres débiteurs	18 087 707		3 872 252	14 215 455	14 656 251		7 505 236	
* Comptes de régularisation - Actif	19 583 479		19 583 479				15 982 087	

TABLEAU DES DETTES

(Montants en dhs)		Exercice Clos au 31 décembre 2022						
DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE			Autres analyse			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'État et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
DE FINANCEMENT	801 478 526	599 961 088	201 517 438	-	-	-	-	-
* Emprunts obligataires	300 000 000	240 000 000	60 000 000					
* Autres dettes de financement	501 478 526	359 961 088	141 517 438					
DU PASSIF CIRCULANT	663 744 613	-	547 277 182	116 467 431	61 931 826	288 048 398	8 726 024	18 592 970
* Fournisseurs	330 197 091		213 729 659	116 467 431	61 931 826		2 212 741	18 592 970
* Clients créditeurs consignation	13 468 816		13 468 816					
* Personnel	18 178 149		18 178 149					
* Organismes sociaux	16 227 676		16 227 676			16 227 676		
* État	271 820 722		271 820 722			271 820 722		
* Comptes d'associés	1 698 949		1 698 949				1 698 949	
* Autres créanciers	-		-					
* Comptes de régularisation - Passif	12 153 211		12 153 211				4 814 335	

TABLEAU DES SÛRETÉS RÉELLES DONNÉES OU REÇUES

(Montants en dhs)						Exercice Clos au 31 décembre 2022
TIERS CRÉDITEURS OU DÉBITEURS	MONTANT COUVERT PAR LA SÛRETÉ	NATURE (1)	DATE ET LIEU D'INSCRIPTION	OBJET (2) (3)	VALEUR COMPTABLE NETTE DE LA SÛRETÉ DONNÉE À LA DATE DE CLÔTURE	
* Sûretés données						
* Sûretés reçues						
N É A N T						

(1) Gage : 1- Hypothèque : 2- Nantissement : 3- Warrant : 4- Autres : 5- (à préciser)

(2) préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) (entreprises liées, associés, membres du personnel)

(3) préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

ENGAGEMENTS FINANCIERS REÇUS OU DONNÉS HORS OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL

(Montants en dhs)		Exercice Clos au 31 décembre 2022	
ENGAGEMENTS DONNÉS		MONTANTS EXERCICE	MONTANTS EXERCICE PRÉCÉDENT
* Avals et cautions			
* Engagements en matière de pensions de retraites et obligations similaires			
* Autres engagements donnés (vis-à-vis de l'Administration des douanes)		10 000 000	10 000 000
* Garantie de restitution de paiement anticipé dans le cadre de l'accord de subvention conclu entre LEMO et L'UNOPS "Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets".		21 310 330	
* Une caution en faveur du MINURSO		202 489	282 489
* Une caution définitive en faveur de la DPEFLCD*		10 000	10 000
* Direction provinciale des Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification			
* Une caution définitive en faveur de HCEFLCD* portant reconduction d'amodiation du droit de chasse		10 000	
* Haut commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification			
* Une quittance subrogative dans le cadre du contrat d'affacturage avec la Banque Centrale Populaire		88 679 462	95 445 730
Total (1)		120 212 281	105 738 219
(1) dont engagements à l'égard d'entreprises liées			
ENGAGEMENTS REÇUS		MONTANTS EXERCICE	MONTANTS EXERCICE PRÉCÉDENT
* Avals et cautions			
Caution bancaire: Limonades Sidi Bannour			
Caution bancaire: Yassine Boissons			
Cautions solidaires		77 400 000	72 800 000
* Autres engagements donnés			
Total		77 400 000	72 800 000

(1) Gage : 1- Hypothèque : 2- Nantissement : 3- Warrant : 4- Autres : 5- (à préciser)

(2) préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) (entreprises liées, associés, membres du personnel)

(3) préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

ÉTAT DES PASSIFS ÉVENTUELS

(Montants en dhs)		Exercice Clos au 31 décembre 2022
*Conformément à la législation fiscale les exercices, 2019, 2020, 2021 et 2022 ne sont pas encore prescrit. Les déclarations fiscales des Eaux Minérales d'Oulmès au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR) peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts, taxes.		
*Les déclarations sociales au titre de la CNSS peuvent faire l'objet de contrôle et de rappels éventuels de cotisations.		

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022



Building a better working world
37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca
Maroc



7, Bd Driss Slaoui
20 160 Casablanca

Aux Actionnaires de la société
Les Eaux Minérales d'Oulmès S.A.
Quartier industriel Bouskoura
Casablanca

Rapport Général des commissaires aux comptes
Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société LES EAUX MINÉRALES D'OULMÈS S.A., comprenant le bilan au 31 décembre 2022, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 579.014.459 dont un bénéfice net de MAD 54.188.137.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société LES EAUX MINÉRALES D'OULMÈS S.A. au 31 décembre 2022, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

1. Provision pour dépréciation des créances clients

Risque identifié

Au 31 décembre 2022, les créances clients dont la valeur brute s'élève à 533,1 millions de dirhams sont provisionnées à hauteur de 75,4 millions de dirhams.

La détermination des créances à déprécier requiert l'exercice du jugement de la direction sur la base d'une analyse continue de l'évolution du risque client.

Compte tenu du caractère significatif du poste au regard du bilan de la société, du jugement nécessaire à l'estimation des créances à déprécier, et de la conjoncture de crise actuelle, nous avons considéré que ce sujet constitue un point clé de l'audit.

Notre réponse

Nos travaux ont notamment consisté à :

- Prendre connaissance des procédures d'identification des créances clients à déprécier et de détermination du montant des dépréciations à constater ;
- Tester le fonctionnement des contrôles dans le cadre des procédures mises en œuvre pour déterminer le niveau des dépréciations des créances clients ;
- Apprécier le caractère raisonnable des hypothèses retenues par la Direction pour évaluer les dépréciations à constater ;
- Examiner la correcte évaluation des dépréciations à constater selon la méthode de provisionnement de la société.

2. Evaluation des titres de participation

Risque identifié

Au 31 décembre 2022, la valeur nette des titres de participation s'élève à 54,3 millions de dirhams. Les titres de participation sont enregistrés à leur prix d'acquisition diminués d'une provision pour dépréciation, le cas échéant.

Les techniques retenues par la direction pour procéder à la valorisation nette de ces titres comportent une part significative de jugement quant aux choix de la méthodologie et des hypothèses utilisées.

En raison du montant significatif des titres de participation, et de l'importance du jugement de la Direction pour la détermination de la valeur d'inventaire, nous avons considéré l'évaluation des titres de participation comme un point clé d'audit.

Notre réponse

Nos travaux ont consisté à :

- Prendre connaissance du processus mis en place par la direction dans le cadre des tests de dépréciation ;
- Examiner les hypothèses et les prévisions de croissance retenues au regard de l'environnement économique en les comparant aux données disponibles pour l'industrie et aux tendances historiques récentes des participations ;
- Effectuer des tests de sensibilité sur la valeur d'inventaire.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 29 mars 2023

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG

Hicham DIOURI
Associé

FIDAROC GRANT THORNTON

Faïçal MEKOUARI
Associé



Les Eaux Minérales d'Oulmès S.A. au capital de 198.000.000 DHS
Z.I. Bouskoura 20180 - Casablanca
www.leseauxmineralesdoulmes.ma